

RCS : FREJUS
Code greffe : 8303

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de FREJUS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2009 B 00548
Numéro SIREN : 513 254 748
Nom ou dénomination : A.D.23

Ce dépôt a été enregistré le 31/05/2019 sous le numéro de dépôt 5506

Société A.D. 23
Société à Responsabilité Limitée
Au Capital social de 1.500 Euros
Siège social : 220 avenue des Collines de Valescure – 83700 SAINT RAPHAEL
RCS FREJUS : 513 254 748

(ci-après « la Société »)

GREFFE du TRIBUNAL de COMMERCE de FREJUS

DÉPÔT DU

31 MAI 2019

N°

2019 A 5806

**PROCES VERBAL DE
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 15 AVRIL 2019**

L'an deux mille dix-neuf et le 15 avril à 10h30

Au 220 avenue des Collines de Valescure – 83700 SAINT RAPHAEL

Les associés de la SARL A.D.23, société à responsabilité limitée au capital de 1.500 Euros divisé en 150 parts de 10 Euros chacune, se sont réunis au siège social de la Société sis 220 avenue des Collines de Valescure – 83700 SAINT RAPHAEL en assemblée générale extraordinaire sur convocation de la gérance.

Il est établi une feuille de présence, signée par les associés en entrant en séance.

SONT PRESENTS OU REPRESENTES

Monsieur Adil RAMI, titulaire de
Mademoiselle Hafida RAMI, titulaire de

90 parts,
60 parts,

TOTAL

150 parts.

Le quorum étant atteint par les associés présents et représentés, l'Assemblée peut valablement délibérer et, en conséquence, est déclarée régulièrement constituée.

L'assemblée est présidée par Mademoiselle Hafida RAMI, Gérante.

La Présidente dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- Le rapport de la Gérance
- Le rapport de Monsieur Sébastien TOMA, Commissaire à la transformation
- les projets des résolutions et du projet de statuts de la Société sous sa forme nouvelle

Puis, la Présidente déclare que les documents devant être mis à disposition des associés, l'ont été dans les délais légaux et que le rapport du commissaire à la transformation a été réalisé le 1^{er} juin 2018 et déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de FREJUS le 29 mars 2019.

AR 402

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle que l'assemblée est réunie afin de délibérer sur **l'ordre du jour suivant** :

- Transformation de la Société en société par actions simplifiée (SAS)
- Adoption des statuts de la Société sous sa nouvelle forme
- Nomination de Mademoiselle Hafida RAMI en qualité de Président
- Questions diverses
- Pouvoir pour accomplir les formalités

Après avoir donné lecture du rapport de la gérance et du rapport du Commissaire à la transformation, le Président déclare la discussion ouverte.

Après échange de vue et personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION

La collectivité des associés, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance et du rapport de Monsieur Sébastien TOMA, de la SARLU SIC INVESTISSEMENTS, Commissaire à la transformation :

- approuve expressément l'évaluation des biens composant l'actif social contenue dans ce dernier rapport et prend acte de ce qu'aucun avantage particulier n'y est mentionné.
- prend acte de l'attestation du Commissaire à la transformation que les capitaux propres de la société sont au moins égaux au capital social.
- et décide la transformation de la Société en société par actions simplifiée à compter de ce jour.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des présents et représentés.

DEUXIEME RESOLUTION

La collectivité des associés, en conséquence de la résolution qui précède, et connaissance prise du projet de statuts de la Société sous sa forme nouvelle, adopte dans toutes leurs dispositions lesdits statuts, dont le texte demeurera ci-après annexé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des présents et représentés.

AR
MR

TROISIEME RESOLUTION

La collectivité des associés désigne en qualité de Président de la Société, pour une durée illimitée :

Mademoiselle Hafida RAMI, de nationalité Française, née le 15 mai 1978 à BASTIA, demeurant demeurant « Domaine du Palatin », 265 rue Boticelli — 83600 FREJUS, célibataire.

Mademoiselle Hafida RAMI, intervenant, déclare accepter ces fonctions et que rien ne s'y oppose.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des présents et représentés

QUATRIEME RESOLUTION

La collectivité des associés donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal en vue de l'accomplissement des formalités.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des présents et représentés.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 11h00.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, lequel a été signé par tous les associés présents, après lecture.

Monsieur Adil RAMI

Mademoiselle Hafida RAMI

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT

DRAGUIGNAN 2

Le 14/05 2019 Dossier 2019 00028410, référence 8304P02 2019 A 02081

Enregistrement : 125 € Penalités : 0 €

Total liquidé : Cent vingt-cinq Euros

Montant reçu : Cent vingt-cinq Euros

Le Contrôleur des finances publiques

Centre des Finances Publiques des Collectivités
Service de Publicité Foncière
et de l'Enregistrement de Draguignan
Chemin de Sainte Barbe
CS 30407
83008 DRAGUIGNAN Cedex

GREFFE du TRIBUNAL de COMMERCE de FREJUS

DÉPÔT DU

31 MAI 2019

A.D. 23

N°

019A5806

Société par Action Simplifiée au Capital social de 1.500 Euros
Siège social :
220 avenue des Collines de Valescure - 83700 SAINT RAPHAEL
RCS FREJUS : 513 254 748

STATUTS A JOUR

A.D.23
Société par Actions Simplifiée
au capital de 1.500 euros
Siège social :
220 avenue des Collines de Valescure
83700 SAINT RAPHAEL
(Ci-après « la Société »)

STATUTS

LES SOUSSIGNÉS :

1/ **Monsieur Adil RAMI**, né le 27 décembre 1985 à BASTIA (20200), de nationalité Française, demeurant 220 Avenue des Collines de Valescure à SAINT RAPHAEL (83700), célibataire.

2/ **Mademoiselle Hafida RAMI**, née le 15 mai 1978 à BASTIA (20200), de nationalité Française, demeurant « Domaine du Palatin », 265 rue Boticelli — 83600 FREJUS, célibataire.

Ont établi les statuts d'une Société par Actions Simplifiée (ci-après désignée « la Société »), et ce suite à la décision de l'Assemblée Générale de la SARL A.D. 23 en date du 15 avril 2019, laquelle a décidé à l'unanimité des associés sa transformation en SAS et selon les présents statuts et après dépôt au greffe du Tribunal de commerce de FREJUS du rapport du commissaire à la transformation.

Titre I. - Forme. Objet. Dénomination sociale. Siège. Durée

Article 1^{er} – Forme

Il est constitué, par les présentes, par les propriétaires des actions ci-après créées, une Société par Actions Simplifiée, suite à la décision unanime des associés de la SARL A.D. 23, lors de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 15 avril 2019, de transformer sa forme sociale de SARL à SAS.

Cette société sera régie par les lois en vigueur, et notamment par les articles L. 227-1 à L. 227-20 du Code de commerce relatifs aux sociétés par actions simplifiées et par les présents statuts. Elle fonctionnera sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne pourra offrir ses titres au public.

Article 2 – Dénomination

La dénomination de la Société est : **A.D. 23**

Tous les actes ou documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "Société par actions simplifiée " ou des initiales "SAS", de l'énonciation du montant du capital social et du numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

AR
HR

Article 3 – Objet

La Société a pour objet, directement ou indirectement, en France et dans tous pays, de se livrer ou de prêter son concours, même à titre accessoire, à la réalisation, directement ou par voie d'intermédiation, par tout moyen, de toutes opérations :

- d'exploitation commerciale, de marchandisage, et de promotion, sur tout support, de l'image, du nom et de la notoriété publique d'artistes ou de sportifs et à cet effet, de réalisation de toutes prestations de services publicitaires ou promotionnels et/ou négoce y afférents ;
- d'exploitation commerciale ou publicitaire de produits dérivés utilisant le nom, l'image et la notoriété publique d'artistes ou de sportifs ;
- de conception, de réalisation, d'enregistrement, de reproduction, de représentation, de diffusion et de retransmission de l'image d'artistes et de sportifs dans le cadre de prestations de nature commerciales publicitaires ou promotionnelles ;
- d'organisation de toutes manifestations médiatiques, culturelles, commerciales et de relations publiques relatives à l'image, au nom et à la notoriété publique d'artistes ou de sportifs ;
- de conseil, d'assistance et de représentation d'artistes ou de sportifs en matière de communication, de marketing, de publicité, de parrainage de gestion de leur notoriété publique, de leur nom et de leur image.

Et plus généralement, faire toutes opérations, industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, ou être utiles à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe pouvant favoriser son extension ou son développement.

Article 4 - Siège social

Le siège social est situé au :

220 Avenue des Collines de Valescure à SAINT RAPHAEL (83700).

Il peut être transféré en tout lieu en France par décision du Président, lequel est habilité dans ce cas à modifier les Statuts en conséquence et en tout autre lieu sur le territoire français, par décision collective extraordinaire des associés.

Article 5 – Durée

5.1 – La durée de la société est fixée à 99 années, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

5.2 – Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le Président provoquera une décision des associés à l'effet de décider si la société doit être prorogée ; à défaut, tout associé pourra demander, conformément aux dispositions de l'article 1844-6 du Code civil, au Président du Tribunal de Commerce statuant sur simple requête, la désignation d'un mandataire chargé d'obtenir une décision collective des associés sur la prorogation éventuelle de la société.

5.3 – Les associés seront consultés et la décision de prorogation devra être prise selon les modalités prévues aux articles 20 à 22 ci-après des statuts.

AR
HR

5.4 – Les associés opposés à la prorogation seront tenus de céder leurs actions aux autres associés ou à la société sans qu'ils puissent revenir sur leur décision ; la cession ou le rachat devront intervenir dans un délai de six mois à compter de la décision de prorogation et au prix fixé par accord entre les parties, ou à défaut, déterminé par expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Titre II. - Apports. Capital social. Actions

Aucun actionnaire n'étant marié sous le régime de la communauté de biens, les dispositions de l'article 1832-2 du Code civil ne trouvent pas application.

Le conjoint pacsé apportant un bien détenu en indivision doit obtenir et justifier du consentement de son partenaire. L'apport du bien indivis est rémunéré par des actions après agrément des associés. La qualité d'associé est alors reconnue aux deux partenaires indivisaires du bien apporté.

Les partenaires pacsés disposent du choix suivant :

- soit les actions attribuées en contrepartie de l'apport sont partagées à proportion des droits respectifs des indivisaires. L'indivision cesse et un partage de fait intervient ;
- soit les actions attribuées sont indivises. Les indivisaires se doivent alors de désigner un représentant pour exercer les droits attachés aux parts. Le choix du représentant est libre, peut être désigné un des indivisaires, un associé ou un tiers. En cas de désaccord, le juge sera compétent pour désigner le représentant.

Article 6 – Apports

L'ensemble des apports constitutifs du capital social s'élève à la somme de mille cinq cents Euros (1.500 Euros), représentant la somme de tous les apports en numéraire.

Ce sont les apports réalisés dans le cadre de la constitution de la SARL A.D. 23, son capital n'ayant jamais fait l'objet d'une augmentation ou de diminution depuis sa constitution et immatriculation.

La décision unanime des associés de transformer la forme sociale de SARL en SAS n'a aucunement changé son capital social.

Néanmoins, pour rappel, il sera ci-après indiqué selon les apports respectifs des associés :

Apports en numéraire

- **Monsieur Adil RAMI** apporte à la Société la somme de 900 (neuf cents) euros.
- **Mademoiselle Hafida RAMI** apporte à la Société la somme de 600 (six cents) euros.

Montant total des apports en numéraire : 1.500 (mille cinq cents) euros.

Cette somme de 1.500 (mille cinq cents) euros a été intégralement libérée et versée sur un compte ouvert au nom de la société en formation à la Banque CREDIT DU NORD, Agence de FREJUS ainsi qu'en atteste le certificat de ladite banque.

Article 7 – Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 1.500 (mille cinq cents) euros divisés en 150 (cent cinquante) actions de 10 (dix) euros, toutes de même rang, et intégralement souscrites par les soussignés.

AR
HL

Les actions sont numérotées de 01 à 150 et attribuées aux actionnaires en représentation de leurs apports respectifs, à savoir :

- Monsieur Adil RAMI à concurrence de 90 actions, numérotées de 01 à 90,
- Mademoiselle Hafida RAMI à concurrence de 60 actions, numérotées de 91 à 150.

Soit au total 150 (cent cinquante) actions.

Article 8 – Modifications du capital- Augmentation et réduction du capital

8.1 – Augmentation du capital

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par élévation de la valeur nominale des titres de capital existants par décision collective des actionnaires prise sur le rapport du Président et dans les conditions de majorité prévues à l'article 22 des présents statuts.

La collectivité des actionnaires peut déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En tout état de cause, aucune souscription publique ne pourra être ouverte.

Les actionnaires ont, proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. La collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut supprimer ce droit préférentiel de souscription, totalement ou partiellement, en faveur d'un ou plusieurs associés dénommés, dans le respect des conditions prévues par les dispositions légales. Les actionnaires peuvent aussi renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

Il peut être décidé de limiter une augmentation de capital contre numéraire au montant des souscriptions, dans les conditions prévues par la loi.

Toute personne n'ayant pas la qualité d'actionnaire ne peut entrer dans la Société, à l'occasion d'une augmentation de capital, sans être préalablement agréée par les associés statuant dans les conditions précisées sous l'article 11.4 ci-après pour l'autorisation des cessions d'actions. L'attributaire des actions nouvelles doit dans ce cas solliciter son agrément au moment de la souscription.

8.2 – Réduction du capital

Le capital social peut être réduit, en vertu d'une décision collective des actionnaires, prise sur le rapport du Président et dans les conditions de majorité prévues à l'article 22 des présents statuts, par voie de réduction du nombre d'actions ou de leur valeur nominale, notamment dans les cas de pertes constatées.

En cas d'existence d'actions d'industrie, elles seront annulées dans la même proportion que les actions de numéraire.

Article 9 – Libération des actions

9.1. - Les actions de numéraire doivent être libérées en totalité lors de leur souscription.

HR
AR

9.2 - Toutefois, les actions de numéraire émises à la suite d'une augmentation de capital peuvent n'être libérées que du quart, mais si l'augmentation de capital résulte pour partie d'une incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission et pour partie d'un versement en espèces, elles doivent être intégralement libérées lors de leur souscription.

La libération du surplus intervient en une ou plusieurs fois sur décision du Président dans un délai maximum de cinq ans à compter, soit de l'immatriculation de la Société, soit du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs 30 (trente) jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée à chaque actionnaire.

À défaut pour l'actionnaire de se libérer aux époques fixées par le Président, les sommes dues sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux légal augmenté de 2 (deux) points, à compter de la date d'exigibilité, sans préjudice des autres recours et sanctions prévus par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du Code civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans le délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au Président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à ces formalités.

Les actionnaires ont la faculté de procéder à des versements anticipés.

9.3. - Les actions émises en représentation de l'apport en nature doivent être intégralement libérées.

Article 10 – Forme des actions

Les actions sont nominatives. Elles sont inscrites en compte selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur. À la demande de l'actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société.

Article 11 – Cession et transmission des actions

11.1 – Forme de la cession ou de la transmission

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la Société tient à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement.

En cas de transmission d'actions, pour quelque cause que ce soit, les bénéficiaires de la mutation devront fournir à la Société tous documents justifiant la régularité de leurs droits.

11.2 – Inaliénabilité des actions

Les actions créées sont inaliénables, c'est-à-dire ni négociables ni cessibles, pour quelque cause que ce soit, pendant une durée de 2 (deux) ans à compter de leur émission.

Cette disposition n'est pas applicable entre associés ni à l'associé qui viendrait à réunir en sa main toutes les actions de la SAS.

HR
AR

L'interdiction d'aliéner concerne toutes mutations à titre gratuit ou onéreux portant sur les actions elles-mêmes ou sur les droits d'usufruit ou de nue-propriété desdites actions faites à des tiers exerçant une activité concurrente ou complémentaire de celle de la Société.

La présente clause ne peut être modifiée qu'à l'unanimité des associés.

11.3 – Cession par l'associé unique

Les cessions ou transmissions de parts sociales de l'associé unique sont libres.

11.4 – Cessions en cas de pluralité d'associés. Agrément de la Société

11.4.1 – Toute cession d'actions à un tiers à la Société est soumise à l'agrément de la Société après exercice, dans les conditions fixées ci-après, du droit de préemption au profit des actionnaires de la Société.

Ce droit d'agrément s'applique à toute cession ou mutation, à titre onéreux ou gratuit, alors même que la cession aurait lieu, par voie d'adjudication publique, en vertu d'une décision judiciaire.

Il est également applicable en cas d'apport en Société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission, en cas de dévolution successorale ou de liquidation de communauté de biens et, en cas d'augmentation de capital, il s'applique à la cession des droits d'attribution ou de souscription, comme aux renonciations aux droits de souscription en faveur de bénéficiaires dénommés.

La présente clause ne peut être modifiée qu'à l'unanimité des associés.

11.4.2 – Le cédant doit notifier son projet de cession au Président et à chacun des autres associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ; il doit indiquer l'identité du cessionnaire proposé (nom ou dénomination sociale, adresse ou siège social), le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession et les principales conditions de la cession.

Le cessionnaire proposé doit être de bonne foi.

Cette notification vaut offre de cession aux prix et conditions indiqués au profit de tous les actionnaires.

Dans les 30 (trente) jours de la réception de cette notification, le Président porte à la connaissance de tous les actionnaires, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les conditions de forme et de délai régissant l'exercice des droits de préemption.

11.4.3 – Chaque actionnaire doit, s'il désire exercer son droit de préemption, le notifier à la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir, ce dans les 30 (trente) jours de la notification du projet de cession qui lui a été faite.

À défaut pour l'actionnaire de notifier, dans le délai ci-dessus, qu'il entend exercer ce droit, il est réputé y avoir définitivement renoncé pour la cession en cause.

Lorsque le nombre total des actions que les actionnaires bénéficiaires du droit de préemption ont déclaré acquérir est supérieur au nombre d'actions concernées, et faute d'accord entre lesdits bénéficiaires, les actions concernées sont réparties entre eux au prorata de leur participation dans le capital social, avec répartition des restes à la plus forte moyenne, mais dans la limite de leur demande.

11.4.4 – Dans les 40 (quarante) jours de la notification du projet de cession par le cédant, le Président décompte les droits de préemption exercés.

Si ces droits sont exercés pour la totalité des actions offertes, le Président établit une liste des actionnaires avec l'indication du nombre d'actions préemptées par chacun d'eux et la transmet, sans délai, au cédant et à tous les actionnaires.

HR PR

Si les droits de préemption n'absorbent pas la totalité des actions dont la cession est projetée, la Société peut, avec l'accord du cédant, acquérir les actions concernées non préemptées ; elle sera tenue de céder les actions rachetées dans un délai de 6 (six) mois ou de les annuler en procédant à une réduction de capital, conformément aux dispositions de l'article L. 227-18, alinéa 2, du Code de commerce.

À défaut d'accord du cédant sur le rachat par la Société des actions non préemptées, les droits de préemption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'actionnaire cédant sera libre de réaliser l'opération au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification et aux conditions ainsi notifiées, sous réserve de la procédure d'agrément prévue ci-après.

11.4.5 – En cas d'exercice du droit de préemption, la cession doit intervenir dans le délai de 30 (trente) jours contre paiement du prix mentionné dans la notification de l'actionnaire cédant.

Dans le cas contraire, la cession au tiers proposé par le cédant doit être soumise, par le Président, dans un délai de trois mois à compter de la notification du projet de cession, à l'agrément des actionnaires.

La décision d'agrément est prise à la majorité des actionnaires présents ou représentés, le cédant ne prenant pas part au vote.

Dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la notification de la demande d'agrément, le Président est tenu de notifier au cédant si la Société accepte ou refuse la cession projetée.

À défaut de notification dans ledit délai, l'agrément est réputé acquis au cessionnaire de bonne foi et le cédant éventuel pourra réaliser la cession dans un délai de 3 (trois) mois.

Le cédant devra adresser à la Société, dans les 15 (quinze) jours de la notification de la décision d'agrément qui lui sera faite par le Président, les ordres de mouvement portant sur la cession des actions ; l'inscription au compte des actionnaires acheteurs sera effectuée dès réception desdits ordres de mouvement.

Le prix de cession est réglé comptant au cédant dès réception de l'ordre de mouvement dûment signé.

Faute pour le cédant d'adresser les ordres de mouvement relatifs à la cession des actions dans les huit jours, la cession sera constatée par le Président.

11.4.6 – Si l'agrément est refusé, le cédant peut, dans les 8 (huit) jours de la notification de refus qui lui est faite par le Président, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée à la Société, qu'il renonce à son projet de cession.

À défaut de renonciation de la part du cédant, le Président est tenu de faire acquérir la totalité des actions, avec le consentement du cédant, par la Société ; la Société sera tenue de céder les actions rachetées dans un délai de 6 (six) mois ou de les annuler en procédant à une réduction de capital, et ce dans un délai de 6 (six) mois à compter de la notification du refus.

À cet effet, il provoquera alors une décision collective des associés, pour statuer sur le rachat des actions par la Société et sur la réduction du capital.

Le prix de cession est réglé par la Société selon les modalités fixées ci-après à l'article 11.5 des statuts.

11.4.7 – Toute cession effectuée en violation de la procédure d'agrément ainsi prévue est nulle.

11.5 – Évaluation des actions et paiement du prix

Le prix de cession est fixé d'accord entre le cédant et les acquéreurs ; à défaut d'accord entre les parties, le prix de cession est déterminé par expert conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil, les frais d'expertise étant supportés par moitié par le cédant et par moitié par le ou les acquéreurs.

HR
AR

La décision de l'expert ne pourra faire l'objet d'aucun recours.

Dans les 8 (huit) jours de la détermination du prix, avis est donné au cédant de se présenter au siège social à l'effet de signer les ordres de mouvement. Faute pour le cédant de se présenter dans un délai de 15 (quinze) jours à compter du précédent avis, la cession pourra être régularisée d'office par la Société. En cas d'achat des actions par les actionnaires, le prix est payé comptant.

En cas de rachat des actions par la Société, le prix est payable dans les 6 (six) mois de la signature de l'ordre de mouvement ou de l'acte de cession.

11.6 – Décès de l'associé unique

En cas de décès de l'associé unique, la Société continue de plein droit entre ses héritiers.

Article 12 – Indivisibilité des actions

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne connaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société et aux assemblées par un mandataire unique ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner judiciairement un mandataire chargé de les représenter.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier pour les décisions concernant la répartition des bénéfices et au nu-propriétaire dans les autres cas.

Article 13 – Droits et obligations des associés

13.1 – Chaque action donne droit à une fraction de l'actif social proportionnellement au nombre d'actions existantes ; elle donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Chaque action de même catégorie donne droit à une fraction des bénéfices dans les proportions définies à l'article 26 ci-après.

13.2 – Les droits et obligations attachés aux actions les suivent au cours de leur transmission ; la propriété d'une action emporte de plein droit l'adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les actionnaires.

Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

13.3 – Les actionnaires peuvent laisser ou mettre à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin. Les modalités de ces prêts sont arrêtées par accord entre le Président et l'actionnaire intéressé qui dispose d'au moins 5 (cinq) % du capital de la Société. Les conditions de retrait de ces sommes et leur rémunération sont fixées de la même manière.

13.4 – Tout associé a le droit, à toute époque, d'obtenir à ses frais, au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande. La Société doit annexer à ce document la liste des commissaires aux comptes en exercice.

13.5 – Deux fois par an, les associés pourront également obtenir communication des livres et documents sociaux ; en outre, conformément à l'article L. 225-232 du Code de commerce, un ou plusieurs associés représentant au moins un vingtième du capital social peuvent, deux fois par exercice, poser par écrit des questions au Président de la SAS sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation ; la réponse du Président devra être communiquée au commissaire aux comptes.

HR
AR

13.6 – La location des actions est interdite.

13.7 – Les créanciers, ayant droits ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation.

Article 14 – Exclusion d'un associé

14.1 – Tout associé pourra être exclu de la Société en cas d'agissement contraire à l'intérêt social. La décision d'exclusion sera prononcée par le Président.

14.2 – Aucune décision d'exclusion ne pourra être prise si l'associé n'a pas été régulièrement convoqué par le Président, 15 (quinze) jours au moins avant la date prévue par la lettre recommandée avec demande d'avis de réception et s'il n'a pas été mis à même de présenter aux associés sa défense sur les faits qui lui sont reprochés. Ses arguments doivent, en tout état de cause, être mentionnés dans la décision.

14.3 – La décision d'exclusion doit statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs des actions ; il est expressément convenu que la cession sera valable sans qu'il y ait lieu d'appliquer les procédures statutaires prévues en cas de cession.

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les 3 (trois) mois à compter de la notification qui lui est faite de la décision d'exclusion par la Société, par l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la cession des actions de l'associé exclu ou le paiement du prix ne sont pas réalisés dans le délai ainsi prévu, la décision d'exclusion sera nulle et de nul effet.

14.4 — Pendant ce même délai, l'actionnaire exclu perd son droit de participer et de voter aux réunions ou consultations d'associés. Il conserve le droit de percevoir les dividendes distribués au titre de ses actions.

Le prix d'achat ou de rachat des actions ainsi que les modalités de paiement sont déterminés conformément aux dispositions de l'article 11.5 ci-avant.

14.5 – La présente clause ne peut être modifiée qu'à l'unanimité des associés.

TITRE II – ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ

Article 15 – Présidence

15.1 – Nomination

La Société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale.

Le premier Président de la Société est :

- **Mademoiselle Hafida RAMI**, née le 15 mai 1978 à BASTIA (20200), de nationalité Française, dont l'adresse est « Domaine du Palatin », 265 rue Boticelli — 83600 FREJUS.

En cours de vie sociale, le Président est nommé par les associés délibérant dans les conditions requises pour les décisions collectives ordinaires à l'article 22 ci-après, et ce, en cas de vacance du poste de Président, à l'initiative de l'associé le plus diligent.

La limite d'âge pour l'exercice de ses fonctions est fixée à 65 ans ; lorsqu'il atteint cet Âge, le Président est réputé démissionnaire lors de la prochaine décision des associés statuant sur les comptes sociaux qui interviendra après son anniversaire.

HR
AR

La limite d'âge pour l'exercice de ses fonctions est fixée à 65 ans ; lorsqu'il atteint cet Âge, le Président est réputé démissionnaire lors de la prochaine décision des associés statuant sur les comptes sociaux qui interviendra après son anniversaire.

15.2 - Durée des fonctions de Président

Le mandat du Président est à durée indéterminée.

Ses fonctions cessent par son décès, son interdiction, sa faillite personnelle, le redressement ou la liquidation judiciaire, par démission, ou encore par survenance d'incapacité physique ou mentale.

La cessation des fonctions de Président, pour telle cause que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

15.3 – Pouvoirs et attributions du Président

Le Président représente la Société à l'égard des tiers.

Le Président est investi, en vertu de la loi, des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société ; il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux associés.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

À la fin de chaque exercice social, le rapport de gestion, les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés, sont arrêtés par le Président.

Toute limitation par les présents statuts des pouvoirs du Président est inopposable aux tiers.

15.4 - Dans les rapports entre associés

Le Président assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la Société.

Dans les rapports entre associés, le Président peut accomplir tous actes de direction, de disposition, de gestion et d'administration de la Société, dans la limite de l'objet social et des prérogatives des décisions d'associés.

Toutefois, le Président ne pourra, sans l'accord préalable de la collectivité des associés délibérant aux conditions prévues ci-après à l'article 22, accomplir les actes énumérés à l'article 16.2.

Le Président arrête les comptes à la fin de chaque exercice social, en se conformant aux prescriptions légales et réglementaires, en dressant l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif, le bilan, le compte de résultat et l'annexe. Il établit le rapport de gestion prescrit par la loi.

15.5 – Signature sociale

Les actes engageant la Société à l'égard des tiers doivent porter la signature du Président, ou celle d'un mandataire spécial.

15.6 – Délégation de pouvoir

MR
AR

En dehors de la délégation de pouvoirs prévue à l'article 16.1 ci-dessous au profit du directeur général, le Président peut confier à tous mandataires de son choix tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.

15.7 – Rémunération

Le Président peut recevoir une rémunération au titre de ses fonctions.

S'il y a lieu à rémunération du Président, le montant et les modalités de règlement de cette rémunération seront fixés par décision collective des associés, lors de l'approbation annuelle des comptes.

En outre, le Président a droit au remboursement de ses ~~fra~~is de représentation et de déplacement sur justification.

15.8 - Responsabilité du Président

Le Président est responsable envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions légales régissant les Sociétés par actions simplifiées, ~~soit des violations des présents statuts, soit des fraudes~~ commises par lui dans sa gestion.

15.9 – Durée du mandat. Cessation des fonctions de Président

15.9.1. – Les fonctions du Président prennent fin par son décès, interdiction, faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire, révocation ou démission, ou encore par survenance d'incapacité physique ou mentale.

15.9.2 – Le Président est révocable à tout moment par les autres actionnaires statuant aux conditions prévues pour les décisions ordinaires à l'article 22 ci-après.

La décision de révocation peut ne pas être motivée.

15.9.3 – Le Président peut se démettre de ses fonctions à charge de prévenir les actionnaires de son intention à cet égard, 2 (deux) mois au moins à l'avance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 16. – Direction générale

16.1 – Directeurs généraux

16.1.1 – Qualité et nombre

Le Président pourra être assisté d'un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques, associées ou non de la Société.

Sur la proposition du Président, le directeur général est nommé par une décision collective des associés délibérant aux conditions prévues à l'article 22 ci-après.

La durée des fonctions du directeur général est fixée dans la décision de nomination et ne peut excéder celle du mandat du Président ; son mandat est renouvelable sans limitation.

La limite d'âge est fixée à 65 ans.

16.1.2 – Mission et pouvoirs

Le directeur général a mandat d'assister le Président dans la mission qui lui incombe en vertu de la loi et des présents statuts ; il n'a qu'un rôle d'auxiliaire du Président auquel il reste subordonné.

HR AR

Il dispose des mêmes pouvoirs de représentation de la Société vis-à-vis des tiers que le Président.

16.1.3. – Démission. Révocation

Le directeur général pourra démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis d'un mois. Il est révocable à tout moment, par la collectivité des associés statuant aux conditions prévues à l'article 22 ci-après, sans qu'il soit besoin d'un juste motif et sans droit à indemnisation.

En cas de décès, démission ou révocation du Président, le ou les directeurs généraux conservent, sauf décision contraire des associés délibérant dans les conditions prévues à l'article 22 ci-après, leurs fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

16.1.4. – Rémunération

La décision collective nommant le directeur général fixe, s'il y a lieu, les modalités de sa rémunération.

16.2. – Domaine réservé aux associés

Les actes et opérations ci-après ne peuvent être accomplis par le Président (et/ou le directeur général) seul(s) et sont obligatoirement de la compétence des associés :

- ⇒ augmentation, réduction ou amortissement du capital ;
- ⇒ nomination des commissaires aux comptes ;
- ⇒ toutes questions relatives à l'approbation des comptes annuels et aux bénéfices ; opérations de fusion, scission, dissolution et transformation de la Société ;
- ⇒ approbation des conventions telles que visées à l'article 17 ci-après des statuts ;
- ⇒ insertion ou modification des clauses statutaires d'agrément, d'inaliénabilité des actions, d'information lors du changement de contrôle d'une Société associée ou d'exclusion ;
- ⇒ décision relative à l'agrément d'un cessionnaire d'actions.

Article 17. – Conventions réglementées

17.1 – Domaine

Toute convention, à l'exception de celles portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenant, directement ou par personne interposée, entre la Société et son Président, ses autres dirigeants, un actionnaire détenant plus de 10 (dix) % des droits de vote ou s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant, doit être soumise au contrôle des associés.

17.2 – Procédure

17.2.1 – En cas de désignation d'un commissaire aux comptes, le Président doit l'aviser de ces conventions dans le délai de 2 (deux) mois à compter de leur conclusion.

Le commissaire aux comptes présente sur ces conventions un rapport spécial aux associés qui devront statuer sur ce rapport lors de la réunion d'approbation des comptes annuels ; ce rapport est joint aux documents adressés aux associés en cas de consultation à distance.

L'intéressé ne peut prendre part au vote sur ladite convention.

17.2.2 – En cas d'absence de commissariat aux comptes, le Président présente aux associés un rapport sur ces conventions ; les associés devront statuer sur ce rapport lors de la réunion d'approbation des comptes annuels ; ce rapport est joint aux documents adressés aux associés en cas de consultation à distance.

17.3 – Conséquence du vote des associés

AR HR

Le refus de ratification par les associés n'entraîne pas la nullité des conventions en cause, mais les conséquences dommageables pouvant en résulter pour la Société restent à la charge du Président, du dirigeant et/ou de l'associé contractant. Si la convention est passée par plusieurs dirigeants et/ou associés, leur responsabilité est solidaire.

Dans tous les cas les conventions produisent leurs effets.

17.4 – Conventions interdites

Il est interdit au Président personne physique, à son ~~représentant permanent~~ s'il s'agit d'une personne morale ou à un directeur général, à peine de nullité du contrat :

- ⇒ de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société ;
- ⇒ de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement ;
- ⇒ ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle ses engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique également à toute personne interposée.

17.5 – Conventions libres

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises au contrôle des associés.

Article 18 – Information des salariés

En tant que de besoin, le directeur général est l'organe social auprès duquel les délégués du comité d'entreprise exercent les droits définis par l'article L. 2323-66 du Code du travail.

TITRE IV - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 19 – Commissaires aux comptes

La collectivité des associés peut désigner un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires, ainsi qu'un ou plusieurs commissaires suppléants appelés à remplacer le titulaire en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès.

Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices, leurs fonctions expirent ~~après l'assemblée~~ générale qui statue sur les comptes du sixième exercice.

TITRE V. - DÉCISIONS COLLECTIVES

Article 20 - Modalités de consultation des associés

20.1 – Les décisions ci-après doivent obligatoirement être prises collectivement par les associés :

- ⇒ augmentation, réduction ou amortissement du capital ;
- ⇒ nomination des commissaires aux comptes ;
- ⇒ toutes questions relatives à l'approbation des comptes annuels et aux bénéfices ;

HR
AR

- ⇒ approbation des conventions entre la Société et le Président, un dirigeant, un actionnaire détenant plus de 10 (dix)% des droits de vote, ou s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant; opérations de fusion, scission, dissolution et transformation de la Société ;
- ⇒ prorogation de la Société ;
- ⇒ exclusion d'un actionnaire ;
- ⇒ insertion ou modification des clauses statutaires d'agrément, d'inaliénabilité des actions, d'information lors du changement de contrôle d'une société associée ou d'exclusion ;
- ⇒ agrément d'un cessionnaire d'actions.

20.2 – Toutes les décisions pourront également être prises au choix du Président :

- ⇒ en Assemblée ;
- ⇒ à distance, par voie de consultation écrite (courrier ou télécopie) ou d'un vote électronique ;
- ⇒ par conférence vidéo ou téléphonique ou tout autre procédé électronique ou informatique (notamment par liaison Internet) ;
- ⇒ ou encore résulter d'un acte signé par tous les associés.

20.3 – Les assemblées d'actionnaires sont convoquées par le Président, ~~elles peuvent être également~~ convoquées par le commissaire aux comptes ou par un mandataire de justice dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

La convocation des assemblées générales est faite, aux frais de la Société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou bien par tout procédé de communication écrite tel que télécopie ou encore par voie électronique, adressée à chacun des actionnaires 15 (quinze) jours au moins avant la date de l'assemblée.

Néanmoins, la tenue d'une assemblée est de droit si la demande en est faite par un ou plusieurs associés.

Les assemblées sont convoquées au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation.

L'ordre du jour doit être indiqué dans la lettre de convocation ; celle-ci doit contenir le texte des résolutions proposées, le rapport du Président et le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes.

20.4 – L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence, par un associé désigné par l'assemblée.

À chaque assemblée est tenue une feuille de présence : celle-ci dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires, est certifiée exacte par le Président.

Tout associé peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire établi par la Société et remis aux associés qui en font la demande. Il devra compléter le bulletin, en cochant pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote.

Le défaut de réponse dans le délai indiqué par la convocation vaut abstention totale de l'associé.

20.5 – En cas de consultation écrite, le Président doit adresser à chaque associé, aux frais de la Société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par tout procédé de communication écrite tel que télécopie ou courriel, en même temps qu'un formulaire de vote par correspondance, le texte des résolutions proposées, accompagné de son rapport et le cas échéant, du rapport du commissaire aux comptes.

Les associés disposent d'un délai de 15 (quinze) jours à compter de la date de réception des projets de résolution pour émettre leur vote par écrit.

HR
AR

20.6 – Le vote à distance des associés pourra s'effectuer sous forme de courrier électronique ; à cette fin, la Société devra recueillir le consentement de chaque actionnaire destinataire des envois dématérialisés de documents.

20.7 – Une assemblée pourra valablement être convoquée verbalement et être tenue sans délai, dès lors que tous les actionnaires sont présents.

Article 21 – Droit de communication des associés

Les documents suivants doivent être communiqués à chacun des associés avant toute décision collective ou doivent leur être adressés avant toute assemblée ou en même temps que le formulaire de vote à distance en cas de consultation écrite ou de vote par voie électronique :

- rapport du Président ;
- texte des projets de résolution ;
- en cas de commissaire aux comptes désigné, le rapport du commissaire aux comptes.

S'il s'agit de l'approbation des comptes sociaux, les comptes annuels, les comptes consolidés, le rapport sur la gestion du groupe, ainsi que le tableau des résultats de la Société au cours de chacun des exercices clos depuis la constitution ou des cinq derniers devront être adressés aux associés en même temps que la lettre de convocation à l'assemblée ou mis à leur disposition en même temps que le formulaire de vote à distance.

Article 22 – Participation aux décisions collectives. Représentation. Nombre de voix. Conditions de majorité

Tout actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives, ~~personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sous réserve de la déchéance encourue pour défaut de libération, dans le délai prescrit, des versements exigibles sur ses actions.~~

Le droit de participer aux décisions collectives est subordonné à l'inscription en compte des actions au nom de leur titulaire au plus tard à la date de la décision collective.

Chaque actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire.

Un actionnaire ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses actions et voter, en personne du chef de l'autre partie.

Chaque action donne droit à une voix (mais il peut être prévu que certains associés, titulaires d'actions de préférence, disposent d'un droit de vote multiple).

Sauf dispositions spécifiques différentes des statuts, les décisions collectives sont prises :

- pour les décisions ordinaires (qui ne modifient pas les statuts), à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents, votant à distance ou représentés ;
- pour celles entraînant modification des statuts, à la majorité des 2/3 (deux tiers) des voix dont disposent les actionnaires présents, votant à distance ou représentés ; toutefois, les décisions portant sur une augmentation de capital exclusivement par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, sont prises comme ci-dessus, aux conditions de majorité prévues pour les décisions de caractère ordinaire ;
- à l'unanimité, s'agissant :
 - des décisions visant à adopter ou à modifier les clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité des actions, l'agrément des cessions d'actions, l'exclusion et la suspension d'un actionnaire,

HR AR

- de celle modifiant les conditions de majorité et de vote des décisions collectives,
- de la modification des règles relatives à l'affectation du résultat,
- de la transformation de la Société en une autre forme.

Article 23 – Procès-verbaux

Toute délibération de l'assemblée générale des actionnaires ou toute consultation écrite est constatée par un procès-verbal, dressé et signé par le Président.

La signature pourra intervenir par tout moyen (télécopie, signature électronique etc... Les procès-verbaux sont établis sur des registres spéciaux, tenus au siège social, cotés et paraphés.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles, numérotées sans discontinuité, paraphées.

Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées.

Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

Les copies ou extraits de délibérations des actionnaires sont valablement certifiées conformes par le Président.

Au cours de la liquidation de la Société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime des associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou les feuillets numérotés.

TITRE VI - EXERCICE SOCIAL - COMPTES - BÉNÉFICES - DIVIDENDES

Article 24 – Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Article 25 – Comptes annuels

25.1 – Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales.

Il est notamment dressé à la fin de chaque exercice social, par le Président, l'inventaire, les comptes annuels conformément aux dispositions du Code de commerce, ainsi qu'un rapport de gestion écrit exposant la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi. Sont annexés au bilan dressé à la clôture de l'exercice, un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la Société ainsi qu'un état des sûretés consenties par elle.

À moins qu'un changement exceptionnel n'intervienne dans la situation de la Société, la présentation des comptes annuels, comme les méthodes d'évaluation retenues, ne peuvent être modifiées d'un exercice à l'autre ; toute modification devant néanmoins intervenir devra être décrite et justifiée dans l'annexe, ainsi qu'être signalée dans le rapport de gestion et dans celui des commissaires aux comptes.

MR AR

25.2 – Les comptes annuels et le rapport de gestion sont tenus, au siège social, à la disposition des commissaires aux comptes, un mois au moins avant la convocation de l'assemblée des actionnaires appelée à statuer sur les comptes annuels de la Société ou la consultation écrite des associés.

25.3 – Dans les six mois de la clôture de l'exercice, le Président doit provoquer une décision collective des associés aux fins d'approbation des comptes de l'exercice écoulé.

Lors de la même consultation, le cas échéant, les associés approuvent ou rejettent les conventions intervenues directement ou indirectement entre le Président, les autres dirigeants, ~~un actionnaire~~ détenant plus de 10 (dix) % des droits de vote, ou s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant, et la Société.

L'intéressé, s'il est associé, ne prend pas part au vote sur ces conventions.

Article 26 – Fixation - Affectation et répartition du résultat - Mise en paiement des dividendes

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice, sans qu'il soit tenu compte de leur date d'encaissement ou de paiement. Il fait apparaître, par différence après déduction des amortissements ou des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice, s'il en existe, diminué le cas échéant des pertes antérieures, sont d'abord prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi. Ainsi, il est prélevé 5 (cinq) pour cent pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et augmenté du report bénéficiaire.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont, ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Les associés peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital. Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, inscrites à un compte spécial, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par les associés ; ils peuvent décider que le dividende sera payé soit en numéraire soit en actions de la Société.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de 6 (six) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Les dividendes des actions sont payés au propriétaire sur présentation de son attestation d'inscription en compte.

Les dividendes régulièrement perçus sont acquis à chaque actionnaire, définitivement et individuellement.

HR AR

TITRE VII – TRANSFORMATION – DISSOLUTION – LIQUIDATION

Article 27 – Transformation de la Société

La décision de transformation est prise collectivement par les associés, le cas échéant, sur le rapport du commissaire aux comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités.

La transformation en SARL est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

Article 28 – Dissolution anticipée

La dissolution anticipée est prononcée par les actionnaires dans les conditions prévues à l'article 22 des statuts.

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, les actionnaires doivent décider, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la résolution adoptée par les actionnaires doit être publiée. À défaut de décision collective prise dans les conditions ci-dessus, ou dans le cas où aucune décision n'a pu être prise, ou encore, si les dispositions du troisième alinéa ci-dessus n'ont pas été appliquées, tout intéressé pourra demander la dissolution de la Société devant le tribunal de commerce.

La dissolution n'est opposable aux tiers qu'à compter de l'accomplissement des formalités de publicité au registre du commerce et des sociétés.

Article 29 – Liquidation

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution. Sa dénomination doit alors être suivie des mots "Société en liquidation".

Le ou les liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution. Le liquidateur peut être choisi parmi les actionnaires ou en dehors d'eux. La collectivité des actionnaires garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale.

Les actionnaires sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

AR
HR

TITRE VIII – PERSONNALITÉ MORALE. FORMALITÉS. POUVOIRS CONTESTATIONS

Article 30 – Personnalité morale. Immatriculation

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés de FREJUS.

Article 31 – Actes accomplis pour le compte de la société en formation

Il a été accompli pour le compte de la Société en formation avant la signature des présents statuts, l'acte suivant :

- Ouverture d'un compte en banque au nom de la Société en formation pour le dépôt de la somme de 1.500 (mille cinq cents) Euros constituant le capital social de la Société.

Est annexé aux présents statuts un état des actes accomplis pour le compte de la société en cours de formation.

Article 32 – Pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés au Président à l'effet d'accomplir toutes les formalités de publicité prévues par la loi, avec faculté de délégation à tout avocat inscrit dans un barreau français.

Article 33 – Règlement des litiges

Les présents statuts sont régis et interprétés conformément aux dispositions du droit français. Tout litige ou différend qui viendrait à naître à propos de la formation, la validité, l'interprétation et/ou l'exécution des présentes sera soumis à la compétence exclusive des juridictions compétentes situées dans le ressort du siège social.

Article 34 – Frais

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donnera ouverture la constitution de la présente Société seront portés au compte "frais de premier établissement".

Fait à FREJUS

L'an Deux mille dix neuf (2019)

Et le 15 avril

En QUATRE exemplaires, savoir :

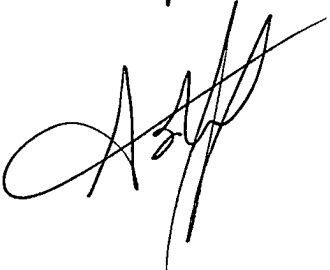
UN pour le dépôt au Greffe du Tribunal de Commerce de FREJUS

UN pour la Société

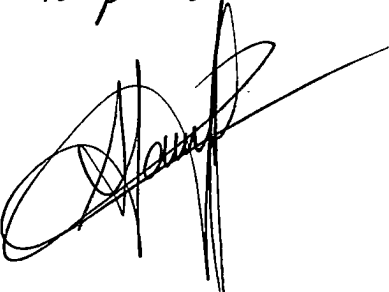
Et un pour chaque actionnaire

Signature des actionnaires précédée de la mention « Lu et approuvé »

Adil RAMI

lu et approuvé


Hafida RAMI

lu et approuvé
Acceptation de la Présidente


ANNEXE

Etat des actes accomplis pour le compte de la société en formation